

Burundi : l'armée fait le point sur les désertions de militaires

RFI, 21 août 2016 Au Burundi, après les informations diffusées cette semaine par RFI concernant les défections de jeunes officiers en mission à l'étranger, l'armée a décidé de faire le point. Selon les informations recueillis par RFI, ils sont au moins 14, dont des policiers et des officiers supérieurs à avoir choisi de ne pas rentrer chez eux au terme de leur mission à l'étranger. Leur raison : la crainte de la répression qui s'abat au Burundi sur les militaires suspectés d'être proches de l'opposition.

Vendredi 19 août, lors d'une conférence de presse le porte-parole de l'armée burundais a parlé de « machination politique ». Selon lui, ce sont les informations qui circulent sur les réseaux sociaux qui sont la cause de défections des militaires burundais. « Un militaire est apolitique » a tenu à rappeler le porte-parole de l'armée Gaspard Baratuza pendant ce point presse. Tout en reconnaissant qu'une liste présentant le nom de militaires arrêtés circule bel et bien sur internet, il a enjoint ces hommes, « ne pas se laisser emporter par des messages sur les réseaux sociaux et par les propos divisionniste de certains politiciens. » Gaspard Baratuza a ensuite effectué un recensement des cas de défections. Ils sont 11 selon le porte-parole de l'armée à avoir choisi de refuser l'ordre de retour à la fin de leur mission à l'étranger. Parmi eux, 5 soldats qui ont déserté l'Iscom, l'école des officiers burundais au mois d'août. Jusqu'ici RFI a identifié 14 cas de défections, dont deux policiers. Pendant ce point presse, le porte-parole a aussi reconnu que deux sous lieutenants de l'Institut supérieur des cadres militaires ont été appréhendés par le SNR, le Service des renseignements burundais, à leur retour dans le pays. Le colonel Baratuza reste flou sur le motif de ces arrestations. « Celui qui a été arrêté, c'est qu'il est accusé de quelque chose. Laissons le corps travailler » a-t-il conclu. Et sans attendre une nouvelle arrestation d'un officier militaire a eu lieu à Gitega. Il s'agit du major Clément Hamenyimana, appréhendé à son domicile dans la matinée. Il a été retenu au commissariat de police de Gitega avant d'être relâché dans l'après-midi. L'API, la police présidentielle, lui reprochait d'avoir été violent avec des collègues de l'API. Une accusation rejetée par le militaire.